

DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° DAV000295  
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
RUE AMEEDÉ CHENAL**

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort, Conseiller Régional d'Île-de-France,  
**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
**VU** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8,  
**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,  
**VU** l'arrêté n°4131 en date du 25 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur le Directeur des Services,  
**VU** la demande émise par la Mairie de Maisons-Alfort demeurant 118 avenue du Général de Gaulle 94700 Maisons-Alfort représentée par Monsieur Romain MARIA aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,  
**CONSIDÉRANT** que l'arrêt d'un bus devant la Résidence Médecis rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 21/04/2026 RUE AMEEDÉ CHENAL,

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le 21/04/2026, la circulation des véhicules est interdite de 10h50 à 11h30 RUE AMEEDÉ CHENAL.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

**Article 3**

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Maisons-Alfort, le 10 avril 2026



**Pour Romain MARIA**  
Maire de Maisons-Alfort  
Conseiller Régional d'Île-de-France

Et par Délégation

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 14/04/2026  
Qualité : Direction Générale des Services

**DIFFUSION:**

- Mairie de Maisons-Alfort

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

MIS EN LIGNE LE 15/04/2026